

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/Q4/LIE/1

2 décembre 1998

(98-4844)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LÉGISLATIONS CONCERNANT LES MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

LIECHTENSTEIN¹

Le présent document contient l'exposé introductif de la délégation du Liechtenstein, les questions qui lui ont été posées et les réponses qu'elle a fournies dans le cadre de l'examen des législations concernant les moyens de faire respecter les droits, auquel le Conseil a procédé à sa réunion du 17 au 21 novembre 1997.²

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF

Par souci de brièveté, j'aimerais vous donner un sommaire très court de la législation du Liechtenstein concernant les moyens de faire respecter les droits. En principe, je vous référerai à nos réponses à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits.³

Les dispositions sur les moyens de faire respecter les droits sont contenues dans les lois sur la propriété intellectuelle qui ont été notifiées au Conseil. Mais je dois ajouter que la Loi sur les marques de fabrique et de commerce a été révisée et que la nouvelle loi, qui a été publiée dans le Journal officiel du Liechtenstein de 1997, et les nouvelles ordonnances y afférentes seront notifiées au Conseil sous peu. En matière de protection du brevet, le Liechtenstein et la Suisse constituent un territoire commun de protection. Ainsi qu'il a été indiqué lors de la dernière session d'examen, le droit applicable est la Loi sur les brevets de la Suisse. En conséquence, en ce qui concerne les moyens de faire respecter le droit de brevet, le droit suisse est applicable au Liechtenstein.

Les autres lois qui contiennent des dispositions sur les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, comme le Code de procédure civile et le Code pénal, sont mentionnées dans les réponses du Liechtenstein à la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits.³

On nous a demandé de souligner les changements importants dans la législation sur les moyens de faire respecter les droits qui ont été apportés en vue d'assurer la conformité avec l'Accord

¹ S'agissant des lois et réglementations applicables dans les domaines examinés qui ont été notifiées par le Liechtenstein au titre de l'article 63:2 de l'Accord, il convient de se reporter aux documents IP/N/1/LIE/1, IP/N/1/LIE/E/1 et IP/N/6/LIE/1.

² Le compte rendu de cette réunion a été distribué sous la cote IP/C/M/16.

³ Document IP/N/6/LIE/1.

sur les ADPIC. La législation du Liechtenstein n'a pas nécessité de modifications significatives. Des modifications ont été apportées en ce qui touche les mesures à la frontière et les mesures provisoires pour assurer une pleine conformité à l'Accord sur les ADPIC. S'agissant des mesures à la frontière, je vous rappelle que le Liechtenstein et la Suisse forment un territoire douanier unique dans le cadre de leur traité douanier bilatéral.

Permettez-moi de relever un autre point. Selon notre tradition juridique, le droit international public et les traités internationaux (par exemple, l'Accord sur les ADPIC) forment partie intégrante du droit national et nos tribunaux interprètent le droit national conformément aux obligations internationales. Les dispositions directement applicables de l'Accord sur les ADPIC, qu'on trouve notamment dans les dispositions sur les moyens de faire respecter les droits, seraient appliquées directement par nos tribunaux même s'il n'existait pas de dispositions semblables dans le droit national.

II. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE JAPON

1. Prière d'indiquer les "autorités [...] compétentes" auxquelles fait référence l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC.

Selon l'article 45 de l'Ordonnance sur les marques de fabrique et de commerce (LGBI.⁴ 1997/77), qui ne s'applique pas seulement en matière de marques, mais aussi en matière de droit d'auteur et de droits connexes, de dessins et modèles industriels et de topographies de circuits intégrés, les autorités compétentes sont l'Office national de l'économie à Vaduz ou, dans les cas urgents, les bureaux de douane compétents à la frontière de l'Union douanière Suisse-Liechtenstein.

2. Prière d'indiquer si la "procédure conduisant à une décision au fond" prévue à l'article 55 de l'Accord sur les ADPIC est judiciaire ou administrative.

La "procédure conduisant à une décision au fond" prévue à l'article 55 de l'Accord sur les ADPIC est habituellement une procédure judiciaire.

3. Y a-t-il d'autres moyens que la demande visée aux articles 51 et 52 de l'Accord sur les ADPIC (ci-après désignée par l'expression "la demande") permettant au détenteur d'un droit de demander aux autorités compétentes de suspendre la mise en libre circulation des marchandises qui portent atteinte à des DPI, ou qui sont soupçonnées d'y porter atteinte?

La procédure conforme aux articles 51 et 52 de l'Accord sur les ADPIC a été mise en œuvre dans le droit du Liechtenstein sous la forme des "mesures touchant l'importation et l'exportation". Évidemment, il y a aussi des mesures provisoires et/ou des injonctions dans le cadre de l'article 270 *et seq.* de la Loi sur les voies d'exécution (EO, LGBI. 1972/32/2), ainsi qu'il est indiqué dans la réponse du Liechtenstein à la question 10 de la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits.⁵

4. Prière d'indiquer quelle période votre pays considère comme étant un délai raisonnable dans lequel les autorités compétentes feront savoir au requérant si elles ont ou non fait droit à sa demande, au sens de l'article 52 de l'Accord sur les ADPIC.

⁴ Liechtenstein Gesetzblatt (Journal officiel du Liechtenstein) (année)/(numéro).

⁵ Document IP/N/6/LIE/1.

Normalement, selon la pratique administrative courante, les autorités compétentes informent le titulaire du droit immédiatement après réception de sa demande, surtout dans le cas de demandes urgentes, lorsque le titulaire du droit est probablement entré en contact avec l'autorité douanière directement (par exemple, par téléphone).

5. Prière d'indiquer la période de validité de la demande.

Selon l'article 45 de l'Ordonnance sur les marques de fabrique et de commerce, la période de validité de la demande est de deux ans, à moins qu'une période plus courte n'ait été demandée. Elle peut être prolongée sur demande.

6. Prière d'indiquer si le détenteur d'un droit est tenu de payer des redevances quelconques pour présenter la demande.

L'article 47 de l'Ordonnance sur les marques de fabrique et de commerce prévoit que les redevances doivent être payées selon le tarif (suisse) de l'autorité douanière, dans le cas de demandes présentées à l'autorité douanière. L'Office de l'économie nationale du Liechtenstein, à qui sont adressées les demandes dans les autres cas (voir la réponse à la question 1 ci-dessus), peut percevoir des redevances pour ses activités en vertu de l'Ordonnance sur la perception de redevances par l'Administration et par les Offices (LGBI. 1995/198).

7. Prière d'indiquer les dispositions des lois et ordonnances qui prescrivent la "procédure conduisant à une décision au fond" prévue à l'article 55 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez en résumer le contenu.

De façon générale, toutes les procédures civiles, pénales ou administratives prévues dans la législation sur la propriété intellectuelle sont des procédures conduisant à une décision au fond, comme il est prévu à l'article 55 de l'Accord sur les ADPIC. Il y a une exception, évidemment, en ce qui concerne les injonctions provisoires et les autres procédures qui exigent une action immédiate.

Les procédures qui conduisent à une décision au fond sont les suivantes:

S'agissant des marques de fabrique et de commerce, il est possible d'intenter une action pour obtenir:

- un jugement déclaratoire;
- le transfert de la marque;
- l'exécution d'une obligation (pour empêcher une atteinte imminente; pour supprimer une atteinte existante; pour forcer le contrevenant possible à indiquer l'origine des marchandises de contrefaçon);
- des dommages-intérêts;
- des sanctions pénales.

S'agissant des brevets, il est possible d'intenter une action pour obtenir:

- l'exécution d'une obligation (pour empêcher une atteinte imminente; pour supprimer une atteinte existante);
- des dommages-intérêts;
- un jugement déclaratoire;
- des sanctions pénales.

S'agissant du droit d'auteur, il est possible d'intenter une action à l'égard des atteintes au droit d'auteur sanctionnées légalement (publication, envoi, représentation ou exécution illicite, etc.).⁶

Il en va de même, en principe, en ce qui concerne les dessins et modèles industriels et la concurrence déloyale.

8. Prière d'indiquer la procédure spécifique, le cas échéant, à appliquer aux marchandises pour lesquelles il n'est pas évident qu'elles portent ou non atteinte à des DPI, prévue à l'article 55 de l'Accord sur les ADPIC.

Il n'y a pas de procédure spécifique.

9. Prière d'indiquer la responsabilité que les autorités compétentes et les autres autorités concernées prennent vis-à-vis des détenteurs de droits lorsqu'elles ne suspendent pas la mise en libre circulation des marchandises qui portent atteinte à des DPI, dans le cas de la suspension fondée sur la demande ou sur l'action menée d'office prévue à l'article 58 de l'Accord sur les ADPIC.

Pour préciser la réponse du Liechtenstein à la question 7 de la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits⁷, il y a lieu d'indiquer que l'article 3 de la Loi sur la responsabilité de l'État (AHG, LGBI. 1966/24) prévoit expressément la responsabilité des autorités publiques pour les actions illégales. L'article 5 AHG établit cependant une exemption dans le cas où le titulaire du droit, par sa faute, n'a pas interjeté appel ou ne s'est pas prévalu d'autres voies de droit qui lui étaient ouvertes. En outre, l'action en responsabilité contre l'État n'est ouverte aux étrangers que dans la mesure où existe la réciprocité, laquelle doit être déclarée expressément par l'autre État.

10. Prière d'indiquer la responsabilité que les autorités compétentes et les autres autorités concernées prennent vis-à-vis des détenteurs de droits lorsqu'elles examinent les marchandises qui portent atteinte à des DPI et qu'elles les mettent néanmoins en libre circulation, dans le cas de la suspension fondée sur la demande ou sur l'action menée d'office prévue à l'article 58 de l'Accord sur les ADPIC.

Voir la réponse à la question 9.

11. Prière d'indiquer la responsabilité que les autorités compétentes et les autres autorités concernées prennent vis-à-vis des importateurs lorsqu'elles suspendent la mise en libre

⁶ Pour une information plus détaillée, voir les réponses du Liechtenstein à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits (document IP/N/6/LIE/1, pages 2, 3 et 8).

⁷ Document IP/N/6/LIE/1.

circulation des marchandises qui ne portent pas atteinte à des DPI, dans le cas de la suspension fondée sur la demande ou sur l'action menée d'office prévue à l'article 58 de l'Accord sur les ADPIC.

Voir la réponse à la question 9.

12. Le détenteur du droit est-il informé de l'identité des importateurs et des expéditeurs lorsque les autorités compétentes "suspendent" la mise en libre circulation de marchandises qui portent atteinte à des droits de propriété intellectuelle, ou qui sont soupçonnées d'y porter atteinte, comme dans le cas, prévu à l'article 57 de l'Accord sur les ADPIC, où le détenteur du droit est informé de l'identité des importateurs et des expéditeurs?

Lorsque les autorités douanières ont retenu des marchandises qui sont soupçonnées de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle, elles doivent communiquer au titulaire des droits tous les renseignements pour lui permettre d'intenter une action. Cela comprend la déclaration détaillée des marchandises ainsi que tous les renseignements pertinents au sujet des personnes impliquées dans l'affaire (article 70, Loi sur les marques de fabrique et de commerce, LGBI. 1997/60).

13. Prière d'indiquer les mesures destinées à protéger les renseignements confidentiels au cours de l'inspection prévue à l'article 57 de l'Accord sur les ADPIC. Veuillez indiquer également les dispositions des lois et ordonnances qui prescrivent de telles mesures.

Les tribunaux peuvent ordonner le huis clos en vertu de l'article 172 ZPO (Code de procédure civile, LGBI. 1912/9/1), qui donne au juge le pouvoir de ne pas admettre le public lorsque sa présence risque de compromettre l'enquête du tribunal. La protection détaillée des renseignements confidentiels est prévue à l'article 16 de la Loi sur la concurrence déloyale (LGBI. 1992/121). Il en est de même en matière de dessins et modèles industriels (article 21 de la Loi sur les dessins et modèles, LGBI. 1928/14), de marques de fabrique et de commerce (article 36, paragraphe 3 de la Loi sur les marques de fabrique et de commerce) et de brevets (article 68 de la Loi (suisse) fédérale sur les brevets). En matière de droit d'auteur, la confidentialité ne peut être demandée qu'en ce qui concerne les renseignements au sujet de la société et elle est alors protégée par les articles 122 et 123 du Code pénal (LGBI. 1988/37).

14. Prière d'indiquer les procédures de rétention et de saisie que les autorités compétentes peuvent ordonner sur la base des articles 51 et 55 de l'Accord sur les ADPIC.

La demande présentée à l'Office de l'économie nationale, comme il est indiqué dans la réponse à la question 1, sera transmise au bureau de douane compétent (le bureau de contrôle frontalier au lieu d'entrée des marchandises soupçonnées de porter atteinte à des droits). Dans les cas d'urgence, la demande sera adressée directement au bureau de douane. Il incombe au bureau de saisir et de retenir les marchandises en question.

15. Prière d'indiquer les procédures d'appel de toute décision rendue par les autorités compétentes sur la base des articles 51 et 55 de l'Accord sur les ADPIC.

Les décisions des bureaux de douane sont définitives. Ces décisions sont (super-) provisoires. La prorogation de dix jours (avec la possibilité d'une prorogation supplémentaire de dix jours) prévue par la loi n'est possible que si une procédure civile ou pénale a été engagée. Les décisions du tribunal sont susceptibles d'appel comme dans toutes les procédures civiles ou pénales.

16. Prière d'indiquer la base de calcul de la caution ou de la garantie équivalente prévue à l'article 53 de l'Accord sur les ADPIC que les autorités compétentes peuvent exiger du requérant lorsqu'elles suspendent la mise en libre circulation.

La caution ou la garantie équivalente relève de la décision discrétionnaire de l'autorité. Elle sera calculée en fonction du dommage possible et prévisible que la rétention des marchandises peut causer et des frais de la procédure.

17. Prière d'indiquer qui paiera le coût de la rétention fondée sur l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC ou de la destruction prévue à l'article 59 dudit accord.

En général, le contrevenant doit supporter les frais de rétention ou de destruction.

18. Prière d'indiquer quels genres de situation sont considérés comme "des circonstances exceptionnelles" dans lesquelles les autorités compétentes peuvent autoriser la réexportation de marchandises de marque contrefaites au sens de l'article 59 de l'Accord sur les ADPIC.

Il n'existe pas de dispositions à cet égard.

19. Prière d'indiquer quels droits de propriété intellectuelle sont protégés sur la base de la demande présentée par un détenteur de droit.

La protection est établie à l'égard du brevet, du droit d'auteur et des droits connexes, des marques de fabrique et de commerce et des indications géographiques, ainsi que des topographies et des dessins et modèles industriels. Le Parlement du Liechtenstein étudie actuellement des dispositions particulières concernant les dessins et modèles industriels.

20. Prière d'indiquer la nature et le contenu des documents qui seront fournis par le requérant pour présenter la demande.

Il n'est pas nécessaire que la demande soit présentée par écrit; une demande verbale, particulièrement dans les cas urgents, peut suffire. Néanmoins, la demande doit être précise et concrète.

III. RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

Obligations générales

1. Prière d'indiquer brièvement la procédure qui doit être suivie par une partie étrangère pour engager une procédure visant à faire respecter des droits auprès de chaque tribunal identifié en réponse à la question 1 dans le document IP/N/6/LIE/1 et de citer les textes juridiques établissant ces procédures.

La procédure judiciaire civile est engagée au moyen d'une demande présentée à un médiateur (*Vermittler*). Si les parties ne peuvent être réconciliées, le médiateur délivre un bulletin conduisant à la procédure (*Leitschein*). Ce bulletin doit être remis avec la demande écrite au tribunal de première instance (*Landgericht*). L'accès aux autres juridictions (cours d'appel et Cour suprême) n'est ouvert que par la voie de l'appel de la décision de première instance ou du recours contre la décision de la cour d'appel (VAG [*Vermittleramtsgesetz*, Loi sur les médiateurs, LGBI. 1916/60], articles 18 et 74; articles 223, 431 et 471 ZPO [Code de procédure civile, LGBI. 1912/9/1]).

2. Prière d'exposer les éventuelles conditions auxquelles une partie étrangère doit satisfaire pour engager une procédure auprès des tribunaux qui ne sont pas imposées à un ressortissant

liechtensteinois ou à un résident au Liechtenstein et de citer les textes juridiques prévoyant ces distinctions.

Selon l'article 57 ZPO, la partie étrangère doit payer un cautionnement couvrant les frais de justice et les honoraires d'avocat de la partie adverse dans le cas où la décision ne serait pas rendue en sa faveur.

3. Prière d'indiquer les éventuelles dispositions du régime liechtensteinois relatif aux moyens de faire respecter les droits qui garantissent des mesures correctives rapides. Veuillez en outre indiquer les dispositions prévues pour empêcher les parties à une procédure de provoquer volontairement des retards, ainsi que les circonstances dans lesquelles ces dispositions seront appliquées.

Dans les procédures civiles ordinaires, il faut respecter un délai à chaque stade. L'acte en cause doit être accompli dans le délai imparti. S'il s'agit d'une créance d'une somme d'argent et que le titulaire du droit a la signature du défendeur, il peut profiter d'une procédure accélérée (*Rechtsöffnungsverfahren*, articles 49-53 RSO, LGBI. 1923/8). Sur demande de la partie adverse ou d'office, le juge peut sanctionner les retards délibérés (article 179 ZPO), ou sur demande d'examen de nouvelles preuves (article 278 ZPO). Lorsqu'un avocat est responsable de ces retards, le juge peut lui imposer une amende (article 179, paragraphe 2 ZPO).

4. En vertu de l'article 41:3 de l'Accord sur les ADPIC, les décisions au fond doivent être, de préférence, écrites, pour en déterminer plus facilement les motifs. Prière d'indiquer si les juges sont tenus de formuler leurs décisions par écrit et de citer les textes juridiques prescrivant une telle condition.

Les décisions doivent normalement être rendues par écrit (article 414, paragraphe 2 ZPO), bien qu'elles puissent avoir été prononcées oralement auparavant. La décision écrite doit contenir:

- a) le nom de la juridiction et les noms des juges qui ont assisté;
- b) les indications au sujet des parties;
- c) la décision rendue;
- d) les faits;
- e) le fond (article 417 ZPO).

5. En vertu de l'article 41:3, les décisions au fond doivent aussi s'appuyer exclusivement sur des éléments de preuve sur lesquels les parties ont eu la possibilité de se faire entendre. Prière d'indiquer quels facteurs peuvent être pris en considération par les juges lorsqu'ils rendent une décision et de citer les textes juridiques sur lesquels ils se fondent pour se prononcer.

La procédure civile du Liechtenstein prévoit les débats sur la preuve (article 258 ZPO). La partie qui n'est pas présente devant le tribunal ne sera pas admise à commenter la preuve de la partie adverse (article 396 ZPO).

6. En vertu de l'article 41:4, les Membres de l'OMC sont tenus de prévoir la révision judiciaire de certaines décisions judiciaires dans le cadre des procédures relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Prière d'indiquer les éventuelles limitations imposées par la législation à la faculté qu'une partie à une telle procédure a

d'obtenir que les décisions de procédure et les décisions finales soient révisées par une autorité judiciaire distincte, et de citer les textes juridiques prévoyant de telles révisions.

En général, il n'existe pas de limitations à la faculté de demander la révision des décisions en matière de propriété intellectuelle (voir la réponse à la question 1).

Procédures et mesures correctives civiles et administratives

7. En vertu de l'article 42, les défendeurs doivent être informés des procédures relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle engagées contre eux. Prière de décrire les procédures suivies pour informer les parties défenderesses des procédures qui ont été engagées contre elles, d'indiquer les renseignements fournis au sujet de la procédure et de citer les textes juridiques établissant ces procédures.

En matière civile, la loi exige que soit remis au défendeur un document officiel du tribunal comprenant une copie de la demande ou le procès-verbal de la demande présentée oralement (article 249 ZPO). La même règle s'applique en matière administrative (article 44 LVG [Code de procédure administrative, LGBI. 1922/24]).

8. L'article 42 prescrit, à une étroite exception près, de prévoir un moyen d'identifier et de protéger les renseignements confidentiels au cours des procédures judiciaires et administratives relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Dans le document IP/N/6/LIE/1, le Liechtenstein indique que ce moyen n'est pas réellement prévu dans les procédures. Prière d'indiquer en quoi la législation liechtensteinoise est conforme aux prescriptions de l'article 42.

C'est le Code de procédure civile qui ne prévoit pas expressément la protection des renseignements confidentiels au cours des procédures judiciaires et administratives relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Néanmoins, les tribunaux ont le pouvoir d'ordonner le huis clos en vertu de l'article 172 ZPO, qui donne au juge le pouvoir de ne pas admettre le public lorsque sa présence risque de compromettre l'enquête du tribunal. La protection détaillée des renseignements confidentiels est prévue à l'article 16 de la Loi sur la concurrence déloyale (LGBI. 1992/121). Il en est de même en matière de dessins et modèles industriels (article 21, Loi sur les dessins et modèles, LGBI. 1928/14), de marques de fabrique et de commerce (article 36, paragraphe 3, Loi sur les marques de fabrique et de commerce, LGBI. 1997/60) et de brevets (article 68, Loi (suisse) fédérale sur les brevets). En matière de droit d'auteur, il va sans dire que la confidentialité ne peut être demandée qu'en ce qui concerne les renseignements au sujet de la société et elle est alors protégée par les articles 122 et 123 du Code pénal ou par les dispositions sur le secret à l'article 16 de la Loi sur la concurrence déloyale.

9. En vertu de l'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC, les agents judiciaires doivent pouvoir ordonner à une partie à une procédure relative aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle de produire les éléments de preuve pertinents se trouvant sous son contrôle et identifiés par la partie adverse lorsque cette dernière a présenté des éléments de preuve raisonnablement accessibles à l'appui de ses allégations. Un certain nombre d'exceptions sont énumérées dans le document IP/N/6/LIE/1, dont plusieurs semblent avoir un champ d'application très étendu. Prière de préciser davantage, à l'aide d'exemples, ce que recouvre chaque exception.

Les exceptions mentionnées dans la réponse du Liechtenstein à la question 3 de la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits⁸ doivent recevoir une interprétation

⁸ Document IP/N/6/LIE/1.

restrictive dans notre contexte. Les exceptions qui y sont énumérées sous b) sont les exceptions générales de la procédure civile, mais elles ne peuvent pas contrecarrer l'obligation d'agir de bonne foi (article 2 SR [Loi sur les biens, LGBI. 1923/4]). Donc, les "questions familiales" ne risquent guère d'intervenir dans une affaire de propriété intellectuelle; cette exception pourrait être invoquée, par exemple, pour ne pas divulguer l'identité du père de l'enfant d'une femme non mariée. L'exception relative au manquement à l'honneur doit s'apprécier de la même façon. Dans les affaires civiles, une partie ne peut être forcée à communiquer un document lorsque cette communication se ferait à son détriment ou au détriment d'un tiers (par exemple, le risque que soit intentée une poursuite pénale sur le fondement de cette communication). Quant à la formulation "si, en le présentant, la partie en question manquerait à une obligation de secret", elle vise des cas, par exemple, où un employé serait forcé de divulguer des papiers confidentiels de son employeur à l'égard desquels il doit observer le secret.

Toutefois, le refus de présenter un document peut être apprécié librement par le juge et, en pratique, sera souvent interprété d'une manière défavorable à la partie opposant le refus.

10. L'article 44:1 prescrit que les agents judiciaires soient habilités à formuler une injonction ou à empêcher d'une autre manière une partie de mener une activité portant atteinte à un droit, y compris en empêchant l'introduction des marchandises en cause dans les circuits commerciaux relevant de leur compétence. Le document IP/N/6/LIE/1 décrit les mesures correctives offertes en ce qui concerne le droit d'auteur, mais ne traite pas des autres formes de propriété intellectuelle visées à la Partie II de l'Accord sur les ADPIC. Prière d'indiquer le pouvoir que les juges ont d'ordonner aux parties de mettre un terme aux atteintes portées aux droits de propriété intellectuelle et autres violations de ces droits et d'empêcher les marchandises en cause de pénétrer dans les circuits commerciaux en citant les textes juridiques applicables.

Les règles exposées à propos du droit d'auteur dans la réponse du Liechtenstein à la question 5 de la liste de questions sur les moyens de faire respecter les droits⁸ s'appliquent également en matière de marques de fabrique et de commerce (articles 50 à 60, Loi sur les marques de fabrique et de commerce), de dessins et modèles industriels (articles 24 à 33, Loi sur les dessins et modèles) et de brevets (articles 66 à 86, Loi (suisse) fédérale sur les brevets). En ce qui concerne les atteintes aux autres droits de propriété intellectuelle et les autres violations de ces droits, ce sont les dispositions de la Loi sur la concurrence déloyale (article 9 *et seq.*) qui s'appliquent.

11. L'article 44:2 prévoit une exception à la prescription énoncée au paragraphe 1 en ce qui concerne l'utilisation d'un droit par les pouvoirs publics ou par des tiers autorisés par les pouvoirs publics, limitant la mesure corrective de la violation du droit au paiement d'une rémunération adéquate tel que le prévoit l'article 31 h). Prière d'indiquer les éventuelles limitations des mesures correctives figurant dans la législation liechtensteinoise et de citer les textes juridiques prévoyant ces limitations.

La Loi sur le droit d'auteur (LGBI. 1928/12) prévoit une licence d'office pour l'enregistrement d'œuvres musicales et de leur texte (articles 17 à 19). Il en est de même pour la transmission par câble (article 11 de l'Ordonnance sur certains droits de propriété intellectuelle). Ces deux exceptions seront probablement abolies si l'on en juge par le projet de nouvelle loi sur le droit d'auteur.

12. L'article 45:1 prescrit que les agents judiciaires et administratifs soient habilités à ordonner à un contrevenant de verser au détenteur du droit des dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage subi du fait de l'atteinte portée au droit. Le document IP/N/6/LIE/1 décrit les mesures correctives offertes en ce qui concerne le droit d'auteur, mais ne traite pas des

⁸ Document IP/N/6/LIE/1.

autres formes de propriété intellectuelle visées à la Partie II de l'Accord sur les ADPIC. Prière d'indiquer le pouvoir que les juges ont d'ordonner à une partie dont il a été constaté qu'elle portait atteinte à des droits de propriété intellectuelle, ou violait d'une autre manière ces droits, de verser au détenteur du droit des dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage causé par cette atteinte. Prière d'indiquer les facteurs pris en considération pour établir le montant du dédommagement et de citer les textes juridiques autorisant des ordonnances en la matière.

Les dommages-intérêts sont prévus:

- en matière de marques de commerce et de fabrique, à l'article 53, paragraphe 2, de la Loi sur les marques de fabrique et de commerce;
- en matière de dessins et modèles industriels, à l'article 24 de la Loi sur les dessins et modèles;
- en matière de brevets, à l'article 73 de la Loi (suisse) fédérale sur les brevets;
- en matière de configurations et des autres droits pertinents, à l'article 9, paragraphe 3, de la Loi sur la concurrence déloyale.

En vertu de l'article 273 ZPO, le montant de l'indemnisation est évalué librement par le juge, qui observera toutefois les redevances payées pour une licence du type en cause.

13. L'article 46 prescrit que les juges soient habilités à ordonner, dans certaines circonstances, d'autres mesures correctives, y compris la mise à l'écart des circuits commerciaux ou la destruction des marchandises et la destruction des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création des marchandises en cause. Le document IP/N/6/LIE/1 décrit les mesures correctives offertes en ce qui concerne le droit d'auteur, mais ne traite pas des autres formes de propriété intellectuelle visées à la Partie II de l'Accord sur les ADPIC. Prière d'indiquer les mesures correctives additionnelles prévues par la législation liechtensteinoise, les circonstances dans lesquelles ce pouvoir sera exercé et les facteurs pris en considération pour déterminer la nature des mesures correctives offertes, et de citer les textes juridiques prévoyant de telles mesures.

Dans une affaire civile, le juge peut ordonner au défendeur de supprimer tout obstacle au droit du titulaire du droit, par exemple par la confiscation des produits portant atteinte aux droits (article 53, Loi sur les marques de fabrique et de commerce; articles 28 et 29, Loi sur les dessins et modèles; article 69, Loi (suisse) fédérale sur les brevets et article 9, paragraphe 1 b), Loi sur la concurrence déloyale). En outre, ces ordonnances peuvent être publiées (article 58, Loi sur les marques de fabrique et de commerce; article 30, Loi sur les dessins et modèles; article 70, Loi (suisse) fédérale sur les brevets; article 9, paragraphe 2, Loi sur la concurrence déloyale).

14. L'article 48:2 autorise les Membres de l'OMC à ne dégager les autorités et les agents publics de leur responsabilité qui les expose à des mesures correctives que dans les cas où ils ont agi ou eu l'intention d'agir de bonne foi dans l'exercice de leurs responsabilités dans le cadre de la législation. Prière d'indiquer les éventuelles exemptions de responsabilité accordées aux autorités et agents publics pour usage abusif des procédures destinées à faire respecter les droits, de décrire les circonstances dans lesquelles de telles limitations ne s'appliqueraient pas et de citer les textes juridiques accordant de telles exemptions.

Pour préciser la réponse du Liechtenstein à la question 7 de la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits⁹, il y a lieu d'indiquer que l'article 3 de la Loi sur la responsabilité de l'État prévoit expressément la responsabilité des autorités publiques pour les actions illégales. L'article 5 établit cependant une exemption dans le cas où le titulaire du droit, par sa faute, n'a pas interjeté appel ou ne s'est pas prévalu d'autres voies de droit qui lui étaient ouvertes. En outre, l'action en responsabilité contre l'État n'est ouverte aux étrangers que dans la mesure où existe la réciprocité, laquelle doit être déclarée expressément par l'autre État.

Mesures provisoires

15. En vertu de l'article 50:2, les autorités judiciaires doivent également être habilitées à accorder des mesures correctives provisoires lorsqu'il existe un "risque démontrable de destruction des éléments de preuve". La possibilité d'accorder des injonctions provisoires est mentionnée dans le document IP/N/6/LIE/1 "dans les cas où il y a lieu de prévoir qu'en leur absence, il risquerait d'être très difficile ou totalement impossible de poursuivre ... la créance considérée". On ne voit pas clairement si cela inclut les injonctions prononcées pour empêcher la destruction d'éléments de preuve. Prière d'indiquer si de telles injonctions provisoires peuvent être utilisées pour protéger des éléments de preuve et de décrire brièvement les facteurs pris en considération par les autorités compétentes pour déterminer à quel moment il existe un "risque démontrable de destruction des éléments de preuve".

La protection d'éléments de preuve peut être obtenue soit à l'occasion d'une procédure d'office ou sur demande de l'une des parties (articles 183 et 184 ZPO). Il est possible d'obtenir une injonction pour empêcher la destruction d'éléments de preuve avant l'instance civile ou pendant le cours de l'instance civile (article 279 en rapport avec les articles 256 à 262 EO [Loi sur les voies d'exécution, LGBL 1972/32/2]). Quant aux motifs, il y en a deux principaux: il doit exister un risque objectif ou il faut que le titulaire ait un intérêt juridique à établir l'état réel de l'élément de preuve.

16. En vertu de l'article 50:3, les autorités judiciaires doivent être habilitées à prévoir une caution ou une garantie équivalente pour protéger le défendeur. Les autorités judiciaires au Liechtenstein ont-elles une telle compétence et, si tel est le cas, prière de citer la loi ou le règlement applicable?

Selon l'article 283 EO, le juge ou le tribunal sont habilités à prévoir une caution.

Prescriptions spéciales concernant les mesures à la frontière

17. Prière d'indiquer si des procédures, admissibles au titre de l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC, peuvent être utilisées pour bloquer l'exportation de marchandises soupçonnées de porter atteinte à des droits d'auteur et/ou à des marques de fabrique ou de commerce.

Selon l'article 70 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les autorités douanières ont le pouvoir de bloquer l'exportation de marchandises soupçonnées de contrefaire une marque pendant un délai de dix jours afin de permettre au titulaire du droit de se pourvoir en justice. Ce délai peut être prorogé sur demande pour une autre période de dix jours. Il en est de même pour l'exportation de marchandises soupçonnées de porter atteinte au droit d'auteur et à des topographies (article 19 c) de l'Ordonnance sur certains droits de propriété intellectuelle, LGBL 1996/31).

18. L'article 55 prévoit qu'une révision devra avoir lieu dans un délai raisonnable à la demande de la partie défenderesse pour déterminer si les mesures de suspension doivent être modifiées, abrogées ou confirmées, en attendant le résultat de la procédure conduisant à une

⁹ Document IP/N/6/LIE/1.

décision au fond. Prière d'indiquer l'instance habilitée à procéder à une telle révision, de décrire la procédure et de citer la loi ou les règlements applicables.

Si le titulaire n'agit pas dans le délai indiqué ci-dessus (voir la réponse à la question 17), la suspension est automatiquement révoquée. Si le titulaire du droit s'est pourvu en justice, la modification, la révocation ou la confirmation de la suspension sont régies par le droit local. Comme le Liechtenstein forme un territoire douanier commun avec la Suisse, il existe en plus 27 Codes de procédure civile de Suisse qui couvrent la question. En ce qui concerne le Liechtenstein, le tribunal saisi de l'instance principale se prononce sur les demandes du genre présentées par le défendeur (article 291 EO).

19. L'article 57 prescrit que les autorités compétentes soient habilitées à autoriser le détenteur du droit à inspecter les marchandises retenues afin d'établir le bien-fondé des allégations. Prière d'indiquer comment les détenteurs de droits se voient ménager la possibilité d'inspecter des marchandises suspectes qui ont été retenues par les autorités douanières.

Aux termes de l'article 46 de l'Ordonnance sur les marques de fabrique et de commerce (LGBI. 1997/77), le titulaire du droit a le droit d'inspecter les marchandises retenues par les autorités douanières.

20. L'article 57 prescrit aussi que, dans le cas où la décision au fond est en faveur du détenteur du droit, les autorités compétentes puissent également être habilitées à fournir à ce dernier des renseignements sur l'importateur, le destinataire ou l'expéditeur. Si les autorités compétentes au Liechtenstein ont la faculté de fournir au détenteur du droit des renseignements sur l'importateur, le destinataire ou l'expéditeur, prière d'indiquer comment les renseignements concernant le nom et l'adresse des expéditeurs, des importateurs et des destinataires et les quantités de marchandises sont fournis au requérant après qu'une décision établissant l'existence d'une atteinte à un droit a été prise, par exemple, est-ce que les autorités fournissent automatiquement les renseignements ou faut-il une demande écrite présentée par le détenteur du droit, etc.? Prière de citer la loi ou les règlements conférant ce pouvoir.

Lorsque les autorités douanières ont retenu des marchandises qui sont soupçonnées de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle, elles doivent communiquer au titulaire des droits tous les renseignements pour lui permettre d'intenter une action. Cela comprend la déclaration détaillée des marchandises ainsi que tous les renseignements pertinents au sujet des personnes impliquées dans l'affaire (article 70, Loi sur les marques de fabrique et de commerce, cette disposition s'appliquant également pour les autres droits de propriété intellectuelle).

21. L'article 59 identifie les mesures correctives qui doivent être prévues, y compris la destruction ou la mise à l'écart des circuits commerciaux des marchandises portant atteinte à un droit. Prière d'indiquer ce qui est permis par la législation liechtensteinoise en ce qui concerne la mise hors circuit des marchandises en cause, à savoir, si la loi autorise la destruction, la mise hors circuit ou les deux. Prière de citer la loi ou les règlements conférant ce pouvoir.

En général, le tribunal de première instance (*Landgericht*) a le pouvoir de décider non seulement de la confiscation des marchandises portant atteinte à un droit, mais aussi de leur destruction ou de leur mise hors circuit.

La loi du Liechtenstein prévoit la destruction ou la mise hors circuit en matière de marques de fabrique ou de commerce (articles 55 et 66, Loi sur les marques de fabrique ou de commerce), de droit d'auteur (article 53, Loi sur le droit d'auteur) et de dessins et modèles industriels (article 29, Loi sur les dessins et modèles).

En matière de brevets, l'article 69 de la Loi (suisse) fédérale sur les brevets s'applique.

22. L'article 60 autorise les Membres à exempter des dispositions visant à faire respecter les droits à la frontière les marchandises sans caractère commercial transportées en petites quantités par les voyageurs ou expédiées en petits envois. Prière d'indiquer en quoi consiste une importation *de minimis* exemptée des mesures à la frontière en vertu de la législation liechtensteinoise.

L'importation de marchandises par des voyageurs en vue de leur usage personnel ou de cadeaux peut constituer une importation *de minimis*. Toutefois, ce n'est pas le cas si ces importations peuvent être introduites dans les circuits commerciaux. En raison du territoire douanier commun avec la Suisse, cela est déterminé par la loi suisse.

Procédures pénales

23. L'article 61 prescrit que les peines soient suffisantes pour être dissuasives, au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marques de fabrique ou de commerce et de piratage portant atteinte à un droit d'auteur. Prière d'indiquer en quoi les peines prévues par la législation liechtensteinoise sont conformes à cette obligation.

La réponse du Liechtenstein à la question 24 de la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits¹⁰ demeure inchangée, sauf en ce qui concerne les marques de fabrique et de commerce. Les atteintes à des marques de fabrique ou de commerce sont généralement punissables d'amendes pouvant aller jusqu'à 360 000 francs suisses. Si l'atteinte est commise à titre professionnel, elle est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans. Si l'utilisation des marques de fabrique ou de commerce est faite de manière frauduleuse, la sanction est une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans et si l'atteinte est commise à titre professionnel, jusqu'à cinq ans. Les atteintes mineures sont passibles d'une amende pouvant aller jusqu'à 20 000 francs suisses.

[Question complémentaire des États-Unis]

1. Prière de fournir des renseignements statistiques sur les procédures civiles visant à faire respecter le droit d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques, les dessins et modèles, les brevets, les schémas de configuration de circuits intégrés et les secrets commerciaux pour les années 1996 et 1997, notamment le nombre de procédures engagées, les injonctions prononcées, les saisies de produits portant atteinte à un droit, les saisies d'équipement utilisé en vue de l'atteinte à un droit, les affaires résolues (y compris par règlement) et le montant des dommages-intérêts accordés.

À l'heure actuelle, il n'y a pas de statistiques permettant de distinguer clairement les différents types d'affaires de propriété intellectuelle des catégories formelles de procédures (c'est-à-dire, exécution, demandes, affaires pénales, etc.). Comme toutes les décisions ne sont pas rapportées, il est difficile de donner une vue d'ensemble complète.

¹⁰ Document IP/N/6/LIE/1.

Néanmoins, il est possible de présenter certains chiffres. Ils indiquent le nombre de décisions rapportées et, lorsque les données existent, le nombre de décisions non rapportées.

	Brevets	Droit d'auteur	Marques de fabrique et de commerce et indications géographiques	Dessins et modèles industriels
Décisions rapportées	6	1	4	1
Décisions non rapportées	-	2	-	1

2. Prière de fournir des renseignements statistiques sur les procédures pénales en matière de piratage portant atteinte au droit d'auteur et de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce pour les années 1996 et 1997, notamment le nombre de descentes, de poursuites, de condamnations et le montant des amendes et/ou les peines d'emprisonnement (y compris le fait que les amendes ont été payées ou non et que les peines d'emprisonnement ont été purgées ou ont fait l'objet d'un sursis) et tout autre renseignement établissant que votre système fonctionne efficacement en vue de dissuader le piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques de fabrique ou de commerce.

Prière de voir la réponse à la question complémentaire 1.
